



Le grand
débat national

La transition
écologique

La fiscalité
et les dépenses
publiques

Restitution de la réunion du
Lundi 11 février de 19h00 à 21h00
à Cysoing

Animateurs – Modérateurs

- M. Joseph VANDENBROUCK
- M. Gérard VERRIER

Garant-observateur nommé par le Préfet

- M. Philippe LEMAIRE, magistrat honoraire et ancien procureur de la République de Lille

Prise de notes

- Mme Anne-Marie PRZEPIORKA
- Mme Laetitia MOURAUX

Sommaire :

Propos liminaire	2
La transition écologique	3
Point sur la restitution et le compte rendu.....	8
La fiscalité et les dépenses publiques	9

Note : Pour la rédaction de ce compte rendu, nous avons opté pour une transcription linéaire sous la forme d'une liste synthétique des propos tenus. Les propos sont ici repris sans filtre, avec un minimum réécriture, au plus près de ce qui a été dit par les participants et en tenant compte d'une prise de note non professionnelle et sans enregistrement audio. Nous vous remercions de votre indulgence sachant qu'il y a un gros décalage entre le débit oral moyen (150 mots / minute) et le rythme de rédaction (27 mots /minute).

Propos liminaire

65 citoyens étaient présents lors de cette première réunion organisée à Cysoing dans le cadre du Grand Débat National.

Dans son mot d'accueil, Benjamin DUMORTIER, maire de la commune, indique qu'il s'agit d'une réunion ouverte aux autres communes, puisque toutes n'ont pas pu organiser le débat sur leur territoire et il y a notamment des Bourghellois dans la salle. La ville de Cysoing a de plus ouvert en mairie un cahier de doléances, dont une première version a d'ores et déjà été envoyée au Président de la République et une seconde le sera à la fin de la concertation.

Le modérateur présente ensuite les règles du débat et distribue les fiches thématiques et questionnaires des deux thèmes de la soirée, précisant que chacun peut les télécharger sur le site du Grand Débat National. Tous sont invités à les compléter sur place s'ils le souhaitent ou en ligne. Les contributions peuvent être remises lors des prochaines réunions, en mairie ou déposées directement sur le site du grand débat national.

Deux thèmes sont proposés ce jour, lundi 11 février 2019 de 19h00 à 21h00 :

- La transition écologique
- La fiscalité et les dépenses publiques

Deux thèmes le lundi 18 février 2019 de 19h00 à 21h00 :

- L'organisation de l'État et de ses services publics
- La démocratie et la citoyenneté

Le 3^{ème} temps de débat, vendredi 1^{er} mars, laisse chacun libre de proposer le ou les thèmes qu'il souhaite aborder sur proposition sur le site animation@cysoing.fr avant le 26 février.

50 minutes seront consacrées à chacun des deux thèmes afin de respecter une fin de réunion pour 21h00.

Il est demandé aux participants de limiter le temps de parole pour que chacun puisse s'exprimer, ce qui a été respecté.

Le modérateur a aussi rappelé que nous ne sommes pas là pour critiquer, ni faire ressortir des problèmes locaux, mais pour construire ensemble.

*
* *

19h15 : 1^{er} thème : la transition écologique

Être plus respectueux de la nature, être attentifs aux produits pulvérisés sur les champs, utiliser des produits plus écologiques pour ne pas polluer la nappe phréatique.

On est perdu au niveau du tri, dans certaines communes c'est comme cela dans d'autres autrement ... ne pourrait-on pas homogénéiser tout cela ?

On parle d'écologie mais on ne fait pas grand-chose. Nous manquons d'informations : que recycle-t-on vraiment ? Qu'est ce qui est recyclable ? Quelle est l'incidence de la consommation de la viande bovine sur le climat ?

J'ai l'impression que nos repères sont faussés : on nous dit de ne pas acheter de diesel et puis après on nous dit que ce n'est pas si grave.

Je voudrais parler de la question des décharges sauvages. Les petits artisans doivent payer pour aller en déchetterie et donc certains ont tendance à déposer leurs déchets dans la nature, ne pourrait-on pas leur permettre d'accéder gratuitement aux déchetteries ?

J'ai entendu dire que parfois dans certaines villes on est taxé sur le poids de nos déchets, je crains que cela ait de graves conséquences notamment mettre dans la poubelle du voisin, ou sur l'espace public.

La question de la biodiversité est un thème qui inquiète, tout comme le changement climatique, toutes ses questions qui tournent autour du gaz à effet de serre. Il y a de petites choses à faire chacun dans son coin mais il faut aussi avoir en tête qu'un voyage aux Etats-Unis équivaut à ce qu'on va polluer dans toute une vie.

Dans la Voix du nord il y a quelques semaines ont lisait qu'1/3 des espèces d'oiseaux a disparu de nos campagnes en 15 ans.

Tout le monde dit manquer de repères, je pense que si l'on veut vraiment changer cela, c'est à l'Etat de prendre les choses en main. Comment l'Etat peut-il encore investir dans la recherche sur les énergies fossiles de nos jours avec tout ce que l'on sait des dégâts que cela provoque ?

L'écologie, on en parle depuis 40 ans ... on a réussi à supprimer les sacs plastiques pourquoi ne pas remettre les bouteilles en verre ?

La prise de conscience est importante et on peut être tenté de demander à l'Etat des réponses à tout ... mais selon moi, il faut aussi et surtout qu'on agisse localement, des petites choses qui simplifient la vie : prendre moins sa voiture, essayer de tendre vers le zéro déchet, mieux gérer son jardin ...

Yann Arthus Bertrand a dit « il est trop tard pour être pessimiste », comment peut-on allier écologie et croissance économique ?

Que les français réfléchissent à cette question c'est bien mais il faut que les autres le fassent aussi et notamment des pays comme la Chine et les Etats-Unis.

Je vous invite à aller sur le site de l'ONU pour lire les 17 objectifs pour le Développement Durable. Le n° 13 je crois parle des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et notamment de la Ville Durable. Ce sont des objectifs que nous devons tous nous approprier.

La pollution et les enjeux climatiques sont des enjeux mondiaux et l'urgence c'est de convaincre les autres. Faire localement c'est important, mais il faut aussi agir mondialement.

Je voudrais que l'on parle des emballages des repas et notamment de ceux qui nous sont apportés à domicile. Ne peut-il pas y en avoir moins ou au moins qu'ils soient recyclables ? Un autre participant rétorque que ceux de la communauté de communes sont recyclables et qu'elle l'a su en appelant le gestionnaire des poubelles pour s'informer.

L'écologie concerne tout le monde. Je trouve inquiétant les pics de pollution que nous subissons régulièrement : soixante jours de pics de pollution aux particules fines à Lille en 2018 ! Est-ce qu'un jour nos enfants ne pourront comme en Chine pas aller à l'école car la pollution est trop importante ?

Comme disent les gilets jaunes, pourquoi devrions-nous faire un choix entre la fin du monde et la fin du mois ?

Il faudrait mettre en place une fiscalité, des solutions, locales, régionales, nationales, pour favoriser l'achat de produits français. Cela doit être une décision pas seulement pour la semaine prochaine mais pour les 10, 15 prochaines années ... même si il y a une alternance politique.

On est tous bien d'accord sur le diagnostic, sur l'urgence, mais est ce que tout le monde a bien conscience que nous devons faire évoluer notre manière de vivre ? Nous avançons à petits pas de fourmis. Je pense que nous devrions tous relire le Pacte Écologique de Nicolas Hulot. Tout le monde parle d'écologie, à mon avis ce qu'il faut c'est revoir notre politique de croissance.

3 propositions :

- 1) Se mettre en action maintenant et être sûr et certain que cela va perdurer pendant les 50 prochaines années notamment même si il y a un changement de gouvernement ... pour trouver les moyens budgétaires, un pacte finance climat, une démarche européenne pour aller chercher 1000 milliards pour le climat
- 2) Revoir le statut du Ministre de la transition écologique, qu'il soit au-dessus du 1^{er} ministre, qu'il ait un pouvoir effectif sur les choses : les transports, l'économie ...

3) Mettre en place un système de question, type référendum, chaque année où les français pourront évaluer la confiance portée au gouvernement sur cette question de la transition écologique

Une idée, pourquoi ne développe-t-on pas les moteurs qui roulent à l'air liquide ? Les allemands eux remplacent leurs TER au charbon en trains roulant à l'air liquide.

Il est important aussi de parler du coût de l'écologie. Ceux qu'on appelle les « pollueurs-payeurs » se moquent des autres. Ne peut-on pas plus les taxer ?

Il faudrait inscrire des choses plus claires sur l'écologie dans la Constitution. Faire une réforme constitutionnelle par référendum par exemple.

Il y a un maximum d'inquiétude sur cette question de l'écologie en France. Est-ce que l'on soit de gauche ou de droite. Je suis content que ce débat arrive sur la place publique mais si en plus un référendum est organisé alors il y aura forcément des temps d'échanges, des débats organisés sur les télévisions et du coup je pense que cela remettra vraiment cette question en haut de la pile de nos préoccupations.

Que pouvons-nous faire ? Nous ? Ici et maintenant ? Sommes-nous prêts à renoncer à nos grosses voitures ? à nos voyages au bout du monde ?

La TICPE¹ représente la 4^{ème} recette de l'État (derrière la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt société) ... cet argent est arrivé au gouvernement ... Lorsqu'on décrète une « taxe carbone » il faudrait que l'argent récolté serve vraiment à faire avancer les questions d'écologie et pas à renflouer d'autres choses comme le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) par exemple.

Faire de l'écologie c'est cher ! Même avec une aide de l'Etat ce n'est pas évident. Une voiture électrique cela coûte cher à l'achat, poser des panneaux solaires même avec les aides c'est cher. Je viens d'apprendre qu'il y avait des aides locales pour acheter un composteur. Entre le montant financier à investir pour aller dans le sens de la transition écologique et le choix d'aller aux sports d'hiver, je choisis les sports d'hiver !

Je voudrais que l'on parle des transports en commun. Si l'on accroche ensemble toutes les voitures qui chaque matin vont aux 4 cantons on réinvente le train ! La ville de Dunkerque a mis

¹ La TICPE (ex-TIPP) est une taxe qui vise un certain nombre de produits énergétiques, notamment produits pétroliers, carburants et hydrocarbures, utilisés en tant que carburant ou de combustible de chauffage. Il s'agit d'une taxe indirecte sur la vente ou l'utilisation, elle est donc exigible au moment de la mise à la consommation du produit énergétique. La TICPE est calculée proportionnellement au poids ou au volume du produit au moment de sa mise en circulation. Il dépend également de la nature du produit et de la région concernée. Les taux, fixés par le Parlement, sont modulables en cours d'année à la hausse ou à la baisse, en fonction des variations du cours du pétrole – source : <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/taxe-interieure-consommation-sur-produits-energetiques-ticpe>

en place les transports en commun gratuits. Au Luxembourg les transports en commun sont gratuits du vendredi au dimanche ...

J'aimerais bien aller au travail en transports en commun, en plus mon employeur en prendrait en charge une partie, mais les horaires ne sont pas adaptés. Et puis il y a cette « frontière » du territoire MEL. Les bus s'arrêtent à Bouvines.

Ne peut-on pas réfléchir à développer le co-voiturage ?

Il existe des solutions, il y a des sites faciles d'accès, l'application *blablalines* par exemple, ou encore sur le site internet d'Ilévia, ex Transpole.

N'oublions pas la pollution de l'agro-alimentaire, celle liée à l'enfouissement de nos déchets nucléaires ... voir émission d'Elise Lucet ... on doit arrêter de nous mentir, il y a trop de lobbys qui contrôlent tout.

Moi, une chose qui m'agace c'est le gaspillage alimentaire. On jette trop. Notamment dans les cantines scolaires. Mais j'ai appris que les normes, tellement nombreuses, font qu'on ne peut pas faire grand-chose. On ne peut pas réduire les quantités dans les cantines scolaires car il y a des poids minimum imposés.

Si l'on parle maintenant du réchauffement climatique, j'aimerais que l'on dise que, bien sûr le nucléaire c'est un problème pour notre futur, mais c'est un problème lointain. Aujourd'hui, si on a une vision court terme, le nucléaire c'est l'énergie la plus propre. Les énergies dites renouvelables, ne sont pas si renouvelables que cela car elles utilisent des pierres rares que l'on va chercher loin et qui ne sont pas renouvelables !

Le graphène, pierre poreuse qui aurait des propriétés électriques conductrices ...²

Le véhicule électrique, une fausse bonne idée ? ... oui et non. Certes la question de la fabrication des batteries dans des conditions peu recommandables et celle de leur recyclage pose problème et il faut le savoir et le faire savoir. Mais d'un autre côté le développement de la demande en voitures électriques fait que les constructeurs vont réfléchir à de nouvelles solutions, de nouvelles pratiques et que c'est ça qui fait que les esprits changent.

Un budget d'État c'est une vision globale. Si on commence à dire que les taxes carburants c'est pour ça et pas pour ça alors on ne va jamais y arriver. Il faut penser global.

Est-ce que certains d'entre vous sont venus aux manifestations ? Moi j'y étais. À Lille, les manifestations n'ont pas « débordée ». Il n'y a pas eu d'incident. Et pourtant on nous a balancé du

² cristal de carbone plat qui présente des propriétés extraordinaires, notamment électriques, il est plus conducteur que le cuivre, il a aussi des caractéristiques mécaniques remarquables. Les applications envisagées concernent tous les domaines de l'électronique.

gaz lacrymogène, des produits qui attaquent les poumons, la peau ... on parle d'écologie aujourd'hui et le gouvernement nous asperge de produits toxiques. Je vous assure c'est toxique, ça fait mal, et il y avait des enfants.

Les manifestations ont eu le mérite de provoquer le débat que nous avons ce soir. Aujourd'hui, le temps est peut-être plus au débat qu'à la rue.

J'aimerais revenir sur les propositions possibles : la ville réfléchit à une solution d'aire de co-voiturage, mais peut-être faut-il réfléchir aussi à répartir différemment l'activité économique sur le territoire ... tout ne doit pas être à Lille. Force est de constater qu'aujourd'hui 85% des Cysonniens vont travailler à Lille ou sur la Métropole ... Le matin, on arrive plus vite aux 4 cantons en vélo (à assistance électrique) qu'en voiture.

Ne pourrait-on pas créer un droit opposable au déplacement comme on a créé un droit opposable au logement ? Il faudrait inciter les collectivités à mettre cela en place.

Penser aussi au télétravail. Alléger la fiscalité des entreprises qui choisissent de s'accorder sur cette solution.

S'impliquer individuellement c'est bien mais la question n'est pas JE, c'est NOUS. La responsabilité de la transition écologique est celle de l'État.

Et si maintenant on parlait de notre action à Cysoing ? Pourquoi pas comme cas pratique dans le troisième temps de débat le 1^{er} mars ?

*
* *

Point sur la restitution et le compte-rendu

Le compte-rendu sera transmis via le site du Grand Débat sur l'espace de contribution de la plateforme et devrait être consultables au même titre que ceux des autres réunions locales à l'adresse suivante : <https://granddebat.fr/pages/compte-rendus-des-reunions-locales>

En plus du compte-rendu et/ou de la transcription linéaire des propos tenus, l'organisateur de la réunion répondra aux questions suivantes :

- Comment la réunion s'est-elle passée ? déroulement et ambiance
- Quels ont été les constats ou les diagnostics exprimés sur les thèmes du débat ?
- Quelles sont les propositions qui ont émergé des discussions ?
- Des avis divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ?

Les animateurs-modérateurs proposent en outre de faire passer une feuille où les participants peuvent indiquer une adresse électronique pour une diffusion.

Il est aussi rappelé que, du 22 janvier 2019 à 08:30 au 15 mars 2019 à 23:59, chaque citoyen peut déposer et partager ses propositions sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://granddebat.fr/pages/bienvenue-sur-lespace-de-contributions>

*

* *

20h13 : 2^{ème} thème – Fiscalité et dépense publique

L'idée sous-jacente à la réforme de l'ISF était que les plus riches ne quittent pas le pays, or en 2013, 713 départs de personnes éligibles à l'ISF, en 2018, 2 millions de français sont millionnaires en dollars soit un patrimoine de 870 000 €uros.

Il faudrait aussi pouvoir contrôler le fait que l'on parvient à se soustraire à l'ISF.

Il existe 474 niches fiscales en France, pour certaines c'est avec un double avantage, j'investis et je gagne de l'argent (ex. Plan d'Épargne Retraite Populaire).

Au sujet de ces « niches » on ne parle que des plus connues, comme celle pour la garde d'enfants, mais une autre par exemple comme celle qui offre des réductions d'impôts pour des investissements dans les DOM-TOM, est-ce vraiment bien utile socialement ?

Le CICE c'est 16,5 milliards par an. Le groupe Carrefour a bénéficié de 134 millions d'euros de réduction au titre du CICE qui je le rappelle est censé favoriser l'emploi, or Carrefour a rien qu'en septembre 2018 notifié 2.400 licenciements ! Ne faudrait-il pas plafonner et ne permettre qu'aux entreprises en-dessous d'un certain chiffre d'affaires (les plus petites donc) d'en bénéficier ?

L'État a un rôle important à jouer dans la redistribution.

Pourquoi a-t-on une réduction fiscale sur nos dons ?

Certaines structures (associations, fondations, syndicats, mutuelles) peuvent bénéficier du CITS (Crédit d'impôt de taxe sur les salaires) ...

On ne peut pas être contre les avantages fiscaux dont nous bénéficions pour faire garder ses enfants ou dans le cadre du remplacement de la chaudière mais si pour en bénéficier il faut avoir un conseiller fiscal qui nous donne ficelles et autres tuyaux pour payer le moins possible là c'est peut-être un peu fort !

Le député Gilles Carrez a dit « dans chaque niche, il y a un chien qui mord ».

Peut-être faut-il plutôt se demander : où peut-on gagner le plus ? Que de se demander où peut-on dépenser moins ? En ce qui concerne les dépenses publiques, on devrait plus se focaliser sur les raisons et l'origine des recettes que sur celles des dépenses.

Je propose que si on souhaite garder la nationalité française, on paye ses impôts en France. Les exilés fiscaux sont les premiers à revenir en France pour se faire soigner. Et ils ne sont pas très loin, Néchin est à quelques kilomètres d'ici.

Cette notion d'exil fiscal doit aussi se poser au niveau de l'entreprise elle-même. On connaît des entreprises qui délocalisent tel ou tel service dans un autre pays, y compris en Europe.

Les communes doivent en début d'année voter un budget équilibré. Il faut que l'État français s'oblige à la même chose.

L'évasion fiscale est un problème c'est vrai, mais la libre circulation des capitaux est un droit.

Je le redis, il suffit de déchoir de leur nationalité les exilés fiscaux.

J'aimerais que l'on dise aussi qu'il existe des alternatives à Amazon, c'est à nous en tant que citoyen de faire d'autres choix. On peut commander son livre à la librairie de Cysoing, alors certes on ne le recevra peut-être pas le dimanche comme Amazon le fait mais on l'aura au même prix puisqu'en France le prix du livre est fixe.

Je crois savoir que les entreprises peuvent bénéficier de charges zéro sur les x premiers salariés, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les particuliers employeurs ?

En 1974, le taux de prélèvement de charges sur les salaires était de 27% et aujourd'hui c'est 57 %.

Le problème c'est qu'on ne sait pas à quoi servent nos impôts ; notre système de santé est en déliquescence, le nombre de points de la France dans le classement PISA baisse chaque année, on réduit le nombre de personnes dans la gendarmerie et les forces publiques en général ...

Il y a trop de « niveaux » : communes, interco, département, région, état. On ne sait pas qui fait quoi ? Les collèges c'est le Département, les lycées c'est la Région. Ne pourrait-on pas par référendum par exemple enfin choisir de fusionner les départements et les régions ?

Il est important de garder une gouvernance de proximité, l'échelle de la commune avec son maire que tout le monde connaît alors qu'on ne connaît que peu ou pas du tout le député et encore moins les conseillers départementaux ou régionaux. Il est important de garder cette notion d'ancrage local ne serait-ce que pour la proximité, la réactivité, la possibilité de diriger les citoyens vers les bons interlocuteurs. Quant aux intercommunalités, elles ont de nombreux avantages d'abord par leur poids qui fait leur force par exemple en permettant des groupements de commande. L'interco dont Cysoing fait partie, gère notamment les centres aérés et l'éclairage public, ce qui a permis des économies d'échelle pour l'ensemble des communes. Les salariés ne font pas « doublon » avec les personnels communaux et d'ailleurs bien souvent il s'agit de personnels qui ont une expertise professionnelle plus importante que celle que l'on peut avoir à l'échelle de la commune, elles ont notamment une grande compétence en ce qui concerne l'aménagement économique.

Entre la première révolution industrielle et la seconde, il s'est passé plus d'un siècle. Et encore 1 siècle de plus pour ce qu'on a appelé la 3^{ème} révolution industrielle. Nous, nous n'avons eus que 20 ans pour nous faire à la révolution économique numérique ...

On consomme toujours plus vite et de plus en plus « virtuellement ». C'est un peu le même schéma que ce qui s'est passé au début des années 70, les petits commerces qui disparaissaient au profit des grandes surfaces ...

Les nouvelles technologies apportent beaucoup de bonnes choses. Mais le high-tech consomme toujours plus d'énergie ... Ne faut-il pas revenir à plus de low-tech ?

Ne pourrait-on pas plafonner, limiter les frais de nos élus, comme c'est le cas de la majorité des salariés qui en déplacement ont un défraiement plafonné à 15,50 € / repas. S'il veut s'accorder une « douceur » en plus c'est pour son porte-monnaie personnel. Alors sans dire que tel ou tel représentant de l'État doit déjeuner pour 15,50 € point barre, ce n'est peut-être pas aux français de payer le Fouquets.

On nous demande de changer nos pratiques, mais nos élus eux ne changent pas les leurs.

J'aimerais que les élus mais aussi vous tous ici dans cette salle vous voyiez comment on vit avec un SMIC. Moi j'ai arrêté de travailler parce que c'est plus rentable de vivre avec les minimas sociaux que de faire des

heures de route et me rendre malade à voir des personnes âgées qui meurent de faim. Encore une fois, le gouvernement de M. Macron gaze des gens à Lille alors que c'est une ville où aucun incident n'a été recensé. Vous parlez d'Amazon mais il faut voir ce qui se passe à côté, il y a des gens qui ne mangent pas, il y a des gens qui sont SDF. Et en partie parce que c'est compliqué et qu'on n'en a marre de demander, il y a des SDF qui ne touchent pas le RSA.

Il ne faut pas hésiter à s'adresser au Centre Communal d'Action Social, la commune c'est aussi un amortisseur social, des gens qui sont là pour vous aider, en analysant votre situation sans juger.

On fait un Grand Débat National avec de belles idées. Le début des manifestations des gilets jaunes c'était un mécontentement. On n'écoute plus la misère qui est autour de nous. Le débat passe à côté de cela. Il faut entendre que les gens n'ont plus d'espoir. Les gilets jaunes ne sont pas des casseurs juste des gens qui veulent se faire entendre.

Je voudrais dire aussi qu'on casse Amazon, mais ils construisent des grands centres ils créent des emplois.

À quel prix ?

On pourrait proposer de parler du travail dans le troisième débat pour lequel nous avons fait le choix d'ouvrir à tous les thèmes. La question du travail n'est en effet pas un sujet affiché au départ dans les thèmes proposés pour le débat, tout comme la précarité et la pauvreté. Il faut savoir qu'à Cysoing, 10 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté.

Je propose que l'on mette en place une taxe sur les biens en fonction du nombre de kilomètres parcourus par le produit pour arriver jusqu'à nous. Ainsi un produit acheté brut, non transformé, aurait un taux zéro, alors qu'un produit ayant subi des transformations serait taxé en fonction du nombre de dites transformations. Taux zéro pour la carotte, taux x pour la boîte de petits pois carottes, taux x + pour le plat préparé industriel incluant un minime pourcentage de carottes.

Je reviens sur l'exemplarité de nos élus qui pourraient réduire leurs dépenses somptuaires !

On pourrait baisser la TVA sur les produits bio et augmenter celle des produits transformés.

Il faut remettre à plat les choses.

À la fin de son mandat présidentiel, Barak Obama est redevenu un citoyen lambda. Nous, on continue à payer pour nos ex présidents, nos ex ministres, nos ex tout ...

L'exemplarité. Le casier vierge c'était dans le programme du candidat Macron. L'inéligibilité en cas de faute lourde devrait être à vie et pas seulement de 1 an, 5 ans ... après avoir mis en plus, plus de 8 ans pour être infligée.

Selon moi, en voulant parler de réduire la dépense publique on pense dépenser moins d'argent public mais on se trompe de débat, ce n'est pas la solution. Il n'y a qu'à voir les burn-out dans le milieu hospitalier.

Et il y a aussi la question des mutuelles, on baisse les remboursements de la sécurité sociale en faisant en sorte que les mutuelles prennent en charge le surcoût mais lorsqu'on ne travaille pas ou plus, la mutuelle ça a un coût, on n'a pas celle de l'entreprise.

L'une des revendications des gilets jaunes était plus de service public, alors que, question 6 du questionnaire, on nous demande dans service public on souhaite faire des économies. C'est une logique perverse, les gilets jaunes n'ont jamais voulu qu'on supprime des emplois.

Je reviens sur l'importance de lutter contre la fraude fiscale. Certes, l'optimisation fiscale est une chose légale mais il y a des sommes considérables à récupérer.

*
* *

Il est un peu plus de 21h00 et donc temps de se quitter.

Rendez-vous lundi 18 février, même heure, même endroit pour échanger sur les deux thèmes suivants :

- L'organisation de l'État et de ses services publics
- La démocratie et la citoyenneté

Et nous notons comme thème pour le débat du 1^{er} mars la question du travail.